



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

50 ANS APRÈS LA GRÈVE GÉNÉRALE DE MAI-JUIN 68

QUE 2018 SOIT L'ANNÉE DE LA RIPOSTE DE LA JEUNESSE ET DU MONDE DUTRAVAIL

BULLETIN NPA

15 JANVIER 2018

Pour ses vœux de fin d'année, Macron a confirmé ce que tout le monde savait déjà : « *Je me suis attaché à faire ce à quoi je m'étais engagé durant la campagne présidentielle* » !

Il voulait "réformer" au pas de charge, au moyen des ordonnances. C'est clair, il a tenu sa promesse. Au point que Gattaz, président des patrons, a cru bon de déclarer : « *Macron a fait les quelques réformes que nous attendions depuis des années* ». Et pour qu'on soit prévenus, il a réaffirmé sa volonté de poursuivre « *avec la même force, le même rythme et la même volonté* » en 2018.

Faciliter les licenciements

Les ordonnances à peine ratifiées et les décrets parus, les employeurs s'en emparent déjà contre les salariés, avec la mise en œuvre des "ruptures conventionnelles collectives". Sous couvert de "volontariat", cette nouvelle arme des patrons va leur permettre de supprimer des milliers d'emplois sans avoir à justifier d'un "motif économique", à élaborer un "plan social", ni à proposer des reclassements.

Ce dispositif nous avait été vendu par le gouvernement comme devant "faciliter" la vie des patrons des très petites entreprises, pour leur permettre soi-disant d'embaucher, de créer des emplois.

En fait, ce sont d'abord les grandes entreprises du CAC 40 qui vont en faire leurs choux gras, comme Pimkie – partie du groupe Mulliez, une des plus grosses fortunes de France, ou PSA, qui dépassera 2 milliards de bénéfices en 2017 et qui depuis des années, au travers des plans de départs « volontaires », a déjà liquidé près de 3 000 emplois par an.

S'en prendre aux chômeurs

Dans le même temps, le gouvernement prépare une réforme de l'assurance chômage pour soumettre les demandeurs d'emplois à plus de contrôles et les contraindre à accepter n'importe quel emploi. Une façon d'exercer une pression supplémentaire à la baisse sur tous les salaires, y compris pour ceux et celles qui ont encore un emploi.

Haro sur les plus pauvres !

Les plus vulnérables ne sont pas épargnés, non plus, par le gouvernement. Plus personne à la rue avant la fin 2017, avait promis Macron, en juillet. Une promesse sans lendemain, comme l'ont rappelé les associations à la fin de l'année.

Pourtant, le ministre Castaner n'a pas hésité à rendre les SDF responsables du fait qu'ils restent à la rue, car « *ils refuseraient d'être hébergés* ». « *Ça suffit, maintenant* », lui a répondu la fondation Abbé Pierre.

Les migrants sont aussi une cible du gouvernement. Au harcèlement policier permanent et aux procès contre ceux qui leur viennent en aide se rajoute un projet de loi en préparation durcissant encore les conditions d'accès au droit d'asile et multipliant les possibilités d'expulsion.

Préparer la riposte du monde du travail

Malgré l'échec des mobilisations contre la loi travail ou les ordonnances, dans de nombreux secteurs, la combativité des travailleurs a permis de faire reculer les employeurs. C'est le cas dans le nettoyage, où après plusieurs semaines de grève, les travailleurs d'Onet ont gagné sur leurs revendications. C'est aussi le cas dans la restauration, l'hôtellerie, et même dans les activités ubérisées comme Deliveroo. C'est encore le cas dans les hôpitaux comme à Bordeaux, Toulouse ou en région parisienne.

Il y a cinquante ans, en mai-juin 1968, la grève générale qui avait paralysé la France pendant un mois, entraînant 7 à 8 millions de grévistes, fit lâcher à De Gaulle une augmentation du SMIC de 35%. En 1936, c'est la grève générale qui imposa la semaine de cinq jours, les congés payés et les conventions collectives à un patronat tremblant devant les occupations d'usines.

Oui, c'est bien ce chemin qu'il nous faut nous préparer à prendre en 2018.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



30 janvier grève et mobilisation nationale des personnels des EHPAD,

(Établissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes), à l'appel de toutes les organisations syndicales de salarié(e)s.

Les personnels des EHPAD refusent que la population et les salarié(e)s fassent les frais des politiques d'austérité qui ont transformé ces lieux de vie en mouiroir pour les résidents et en lieux de souffrance pour les personnels qui y travaillent.

Ils s'insurgent contre cette maltraitance institutionnelle : « Devons-nous accepter que l'un de nos proches ne soit douché qu'une fois tous les 15 jours ; qu'il ne bénéficie que de moins de 10 minutes par toilette ; qu'il ne soit pas levé par manque de personnel » etc.... Nous faisons grève, disent-ils - pour un recrutement massif de personnels toutes fonctions confondues (un ratio de personnel par personne accueillie), pour la titularisation des agents dans le secteur public et la transformation des CDD en CDI dans le secteur privé, pour que la perte d'autonomie soit prise en charge par la solidarité nationale contre la logique assurantielle et marchande. Ils appellent l'ensemble de la population à les soutenir.

Scandale chez LACTALIS, N° 1 mondial laitier.

Le lait a été contaminé par une bactérie, la salmonelle. Lactalis le savait depuis au moins août 2017, voire avant. En janvier 2018 des lots contaminés sont encore retrouvés dans des supermarchés, pharmacies et même certains hôpitaux et crèches. Des bébés sont malades, les salmonelles peuvent être mortelles pour les nourrissons. Lactalis, dont le PDG Emmanuel Besnier est milliardaire (fortune estimée à plus de 11 Milliards de \$) ne publie pas ses comptes. Les gouvernements actuels et précédents laissent faire avec des contrôles et une répression à minima. C'est honteux ! Des syndicalistes sont entendus par des policiers et des juges d'instruction pour bien moins que cela et pour Besnier, c'est l'immunité !



De vraies embauches pérennes en CDD, pour tous les intérimaires.

Le système de rupture conventionnelle collective prévu par les ordonnances Macron permet avec un accord syndical majoritaire de supprimer des emplois dans les « tracas » des licenciements. PSA veut encore liquider 2 200 emplois dont 1 300 en rupture conventionnelle. Les sites de St OUEN et de La Garenne Colombes sont en ligne de mire. PSA dit vouloir embaucher 400 salariés en production dans les usines françaises alors que rien qu'à Sochaux il y a 2 600 intérimaires !!! STOP à la PRECARITÉ !

ONET : victoire d'une grève exemplaire.

Après 45 jours de grève, les agents de nettoyage de 75 gares de la région parisienne ont obtenu la suppression de la clause de mobilité, le rattachement à la convention collective manutention ferroviaire (meilleure que celle du nettoyage), le panier repas à 4 € au lieu de 1.90€, une prime d'un demi-mois de salaire, le passage en CDI d'un travailleur sans papier (régularisé depuis) et l'annulation des sanctions contre les grévistes. C'est une alliance avec les cheminots et les travailleurs du nettoyage qui a permis cette victoire contre la précarité et la sous-traitance. Les collectes, la solidarité financière ont permis de récolter 80 000 €, dont 3 000 € de dons par internet.

À leur politique du tri et de l'expulsion nous répondons : NON !

Le 7 décembre, l'Agence Régionale de Santé PACA demande aux professionnels des structures hospitalières de recenser les patients en situation irrégulière pour leur faire quitter le territoire. Le 12, le ministre de l'intérieur veut faire entrer la police dans les Centres d'hébergements d'urgence pour faire expulser les sans-papiers. Le 20 novembre il y avait déjà eu une circulaire visant à rétablir la politique du chiffre pour les expulsions. Décidemment, rien ne change ! Alors que les guerres, les dictatures, la pauvreté et le changement climatique sont à l'origine de ces exils et migrations, les gouvernements préfèrent s'attaquer à ceux qui en sont victimes, et non à la racine du mal. Oui à l'accueil des migrants !

**LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE
DU NPA**
Tracts, infos, tout y est !